

UNITED NATIONS
United Nations Multidimensional
Integrated Stabilization Mission in the
Central African Republic



NATIONS UNIES
Mission multidimensionnelle intégrée
des Nations Unies pour la stabilisation
en République Centrafricaine

CONFERENCE DE PRESSE

**du Secrétaire général adjoint aux Opérations de Maintien de la Paix, M. Hervé Ladsous-
samedi 03 mai 2013**

**Mot Liminaire du Secrétaire général adjoint aux Opérations de Maintien de la Paix, M.
Hervé Ladsous**

Mesdames et messieurs de la presse bonjour !

Merci d'être présents en ce samedi. J'ai tenu, le plus vite possible, après l'adoption de la résolution 2149 du Conseil de sécurité, venir personnellement en République centrafricaine pour me faire une idée encore plus précise de la situation en écoutant les différents acteurs et les différentes parties prenantes, et être sûr que nous intégrerons tous ces éléments dans la vision que nous avons pour le déploiement de la MINUSCA qui est la 16^{ème} opération de maintien de la paix des Nations Unies. Une mission dont l'importance ne m'échappe pas.

Comme vous le savez, la résolution 2149 a été votée à l'unanimité par le Conseil de sécurité et elle reflète la volonté partagée des 183 Etats membres des Nations Unies d'aider la République centrafricaine à sortir de cette crise terrible dans laquelle elle vit depuis trop longtemps.

Aussi, c'est pour moi l'occasion d'exprimer ma profonde émotion et ma sympathie à l'égard de tous ceux et de toutes celles qui ont souffert considérablement dans leur chair, dans leur esprit, dans leurs biens, du fait de cette circonstance tragique. Les victimes ne sont que trop nombreuses.

Je sais que la presse elle-même a payé son lourd tribut, tout comme l'équipe des Nations Unies puisque vous le savez sans doute, un employé centrafricain du Haut-commissariat aux réfugiés a été sauvagement tué pas plus tard qu'avant-hier.

J'ai eu l'occasion d'avoir une série d'entretiens à la fois à Bangui et en province. Auparavant, j'étais en République du Congo ainsi qu'au Tchad pour entendre leurs jugements et conseils, en tant que besoin, de deux pays qui sont très engagés au sein de la communauté internationale pour aider à cette sortie de crise.

L'élément central de ces entretiens a été l'audience, extrêmement longue et substantielle, que m'a accordée Madame la Présidente de transition, Mme Samba-Panza. Cette audience a été pour moi l'occasion de redire le soutien que les Nations Unies apportent à l'équipe de transition, un soutien sans faille et agissant, et de redire à la Présidente notre confiance en sa volonté d'avancer dans la sortie de crise.

Je crois que nous sommes maintenant dans une phase où nous allons travailler d'arrache-pied pour la monter en puissance de la MINUSCA, en bâtissant sur le travail remarquable qu'avait déjà fait le Représentant spécial du Secrétaire général, le Général Gaye, dans le cadre du BINUCA, dans le cadre d'une mission politique.

En passant d'une mission politique à une mission de maintien de la paix, nous changeons de braquet. Il s'agit de développer, sans commune mesure, en termes de chiffres, les équipes civiles, et de déployer, ce qui est la caractéristique d'une opération de maintien de la paix, une très importante composante militaire et policière.

Vous connaissez les chiffres de la résolution qui sont de 10.000 militaires et de 1820 policiers que nous allons nous efforcer de mobiliser rapidement dans les semaines et les mois qui viennent, en commençant par tous les éléments qui sont nécessaires à l'établissement de ces forces, comme des camps, des hôpitaux, des pistes d'aviation. Je voudrais vous dire que nous nous inscrivons dans une volonté d'accompagnement des autorités et du peuple centrafricain pour enfin réunir les conditions d'une sortie de crise effective.

Il nous faut traiter, à l'évidence, les problèmes immédiats que sont les conditions de sécurité et c'est l'occasion pour moi de rendre un hommage au travail remarquable fait par la MISCA déployée par l'Union africaine à la suite de la MICOPAX de la communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, le travail remarquable fait par l'opération Sangaris montée par la République française et maintenant le travail dans lequel s'engage la mission européenne qui est en train de se déployer.

Il s'agit donc de créer les conditions sécuritaires pour une amélioration sensible de la situation. Il s'agit de travailler et aider au rétablissement de l'Etat centrafricain et de ses différentes institutions. Il s'agit d'aider à un processus politique car, soyez en conscients, une opération de maintien de la paix est avant tout un instrument politique au service d'un projet et ce projet est celui de la réconciliation nationale qui s'impose évidemment après tous ces drames épouvantables.

Nous nous inscrivons dans toutes ces perspectives et nous n'allons pas ménager nos efforts pour y parvenir.

Je crois que nous avons le souci de travailler avec l'ensemble des acteurs de la communauté internationale, avec nos partenaires de l'Union africaine, nos partenaires de la CEEAC, les grands acteurs régionaux et tout cela dans une unité de vision.

Je le redis, et c'est très important, cela se fera, en accompagnement d'un projet qui doit d'abord être celui des Centrafricains eux-mêmes.

C'est ce que j'ai à dire, on va essayer de répondre aux questions de certains d'entre vous.

Questions-Réponses

AFP - Comme préoccupation, pour le moment, les forces françaises de l'opération Sangaris, les forces africaines de la MISCA et bientôt les forces européennes vont se déployer mais toutes n'arrivent pas à rétablir la paix et la sécurité sur toute l'étendue du territoire centrafricain. Lorsqu'arriveront les forces des Nations Unies, quelle paix vont-elles maintenir puisqu'il n'y a pas de paix pour le moment ?

M. Ladsous : Je crois qu'il s'agit d'un processus. Vous vous rendez compte de l'étendue du territoire de la RCA, qui est plus grande que la France. Il faut donc voir les choses avec lucidité. Il faut aussi voir que c'est une action qui s'inscrit dans la durée, mais aussi, je crois, dans une volonté politique. Je crois que cette volonté existe et elle existe chez les différents acteurs. Je voudrais d'ailleurs saluer le fait que ces forces, en particulier la MISCA, ont eu déjà un certain nombre de victimes. Je crois que c'est bien la marque d'un engagement qu'il faut, encore une fois, reconnaître. Nous allons évidemment nous inscrire dans cette perspective qui est progressivement de rétablir les conditions de stabilité mais vous imaginez bien que tout cela ne se produit pas d'un coup de baguette magique. Nous avons simplement la volonté et nous allons donner un maximum de moyens pour avancer dans cette direction.

Le Pays - Comme première préoccupation, vous avez rencontré les dirigeants politiques centrafricains. Sur la question du réarmement de l'armée centrafricaine, est-ce qu'il n'y a pas un point qui a été soulevé ? Vous avez été au Tchad et au Congo qui sont des pays frontaliers de la RCA. Normalement, dans une force de maintien de la paix, il est interdit aux pays limitrophes de participer à ce genre d'opération. Cela est-il vrai pour nous ?

M. Ladsous : Sur le premier point qui concerne les Forces armées centrafricaines, il faut être clair. Je crois que la communauté internationale et le Conseil de sécurité reconnaissent que la République centrafricaine a un droit légitime à disposer d'une armée. Il faut en même temps être réaliste, voir ce qui s'est passé et reconnaître que ce n'est pas quelque chose qui doit être fait à la légère. Il faut d'abord s'inscrire dans une réflexion d'ensemble sur la réforme du secteur de la sécurité dans ce pays, voir en synthèse ce qu'il faut faire pour l'armée, pour la gendarmerie, pour la police et imaginer les solutions correctes. C'est quelque chose qui se fera inévitablement mais qu'on n'a pas le droit de traiter à la légère et qui impliquera une réflexion approfondie.

Sur votre second point, oui, il y a, non pas de règles mais des pratiques qui aboutissent à la conclusion qu'en général il n'est pas souhaitable qu'un pays limitrophe d'un pays en crise soit impliqué dans une opération de maintien de la paix. Mais il y a des exceptions à cela et je vous en citerai une. Au Mali, le Niger voisin opère dans la MINUSMA, dans des conditions, que je dois dire, assez remarquables d'efficacité.

Encore une fois, je crois qu'il y a des situations spécifiques et évidemment mon souci, dans le cadre du déploiement de la MINUSCA, est d'utiliser autant qu'il sera possible les

contingents africains qui sont présentement dans la MISCA, mais également de diversifier en faisant venir d'autres pays, des africains d'autres régions, peut-être des pays d'Asie du sud notamment.

Un critère doit être clairement privilégié dans la mesure du possible, au-delà des critères normaux de compétence et de niveau d'entraînement, qui est aussi celui de la francophonie.

Je crois que pour opérer efficacement en République centrafricaine il faut pouvoir utiliser la langue d'usage le plus fréquent. Ainsi, j'ai réuni la semaine dernière à New York les pays de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour leur dire que nous attendions d'eux un concours encore plus actif à la fois sur le plan des militaires, des policiers et bien entendu des fonctionnaires civiles.

Anadolu (Agence Turque) - Très récemment, suite à l'opération de relocalisation des musulmans du quartier PK12, des membres du gouvernement ont remis en cause l'impartialité des agences des Nations Unies. J'aimerais savoir si vous avez profité de cette occasion pour aplanir ce différent ?

La deuxième question est que le déploiement de l'opération est prévu dans six mois. Avec ce calendrier, est-ce qu'on ne risque pas d'atteindre des situations irréversibles, en particulier en termes de déplacement des populations, et qui pourront compliquer un peu plus votre tâche ?

M. Ladsous : Sur la première question je crois qu'il faut être extrêmement clair. La politique des Nations Unies est une politique qui privilégie la protection des civiles à l'endroit où ils se trouvent, sur place.

Ce n'est que dans des conditions, dans des circonstances extrêmes, et lorsque les intéressés sont directement menacés d'un sort terrible, en clair d'un massacre, qu'elles souhaitent elles-mêmes être temporairement délocalisées, ce n'est que dans de telles circonstances que nous pouvons éventuellement envisager de tels mouvements.

Cela a été le cas dans un nombre limité de situations et j'en ai parlé avec les autorités centrafricaines. Nous avons le souci d'agir dans une transparence totale avec elles, ce qui était le cas mais on peut faire mieux. Je crois encore une fois, l'important, nous ne voulons, en aucune façon, créer des situations qui compliqueraient encore l'avenir.

L'objectif est que, lorsque c'était inévitable et que les gens ont dû partir, il faut qu'ils puissent revenir, le retour est quelque chose d'absolument essentielle. Il faut déplorer à cet égard que trop souvent, les gens à peine partis, des bandes armées, que sais-je, ont détruit leurs logements, leurs maisons, leurs magasins. Cela est encore plus inacceptable mais c'est quelque chose que nous prenons très à cœur et nous avons une politique très claire là-dessus.

Quant au second point, il serait vrai si on était dans une situation de vide mais la réalité est que les Nations Unies, pour déployer leurs troupes, qui ne sont pas d'ailleurs les troupes propres des Nations Unies mais qui sont des troupes des Etats contributeurs, les policiers des Etats contributeurs, et bien tout cela prend du temps parce qu'il faut

veiller à ce que les gens qui vont venir soient bien formés, biens équipés et il faut les acheminer.

Dans un pays enclavés comme l'est la République centrafricaine, ce n'est pas quelque chose qui se fait absolument du jour au lendemain. Mais je leur ai dit qu'il faut constater toute l'activité qui est déployée par la Sangaris, par la MISCA et qui va l'être encore par la force européenne.

Pour la MISCA, je redis que nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour l'aider et pour l'appuyer. Nous avons détaché du personnel, nous mettrons à sa disposition différents équipements au fur et à mesure que ceux-ci seront disponibles. Il s'agit d'une opération de relais mais nous allons tout faire pour être opérationnels très vite.

***Radio Ndeke Luka** - Beaucoup de Centrafricains, à Bangui et en province, déplorent le fait que pendant ces récentes crises, le contingent burundais de la MISCA agit parfois avec une certaine complicité avec certains éléments de la Séléka en les habillant avec l'uniforme de la MISCA et ceux-ci agissent contre la population. La preuve est que certains éléments connus comme étant des éléments de la Séléka étaient curieusement habillés et vu en uniforme de la MISCA burundaise. Qu'est-ce que les Nations Unies vont fait pour arrêter ce système qui pourrait un jour devenir un problème ?*

M. Ladsous : Je n'avais jamais entendu lancer une telle accusation. Alors, je dirai que la MISCA, c'est l'Union africaine, ce ne sont pas les Nations Unies. Si effectivement de tels faits devraient être avérés, ce serait à l'Union africaine qu'il appartiendrait d'agir pour prendre des mesures éventuellement nécessaires. Ce que je peux vous dire est que dans le cadre d'une opération des Nations Unies ce serait quelque chose sur quoi j'enquêterais immédiatement et de manière approfondie pour savoir ce qu'il a pu se passer. Mais pour moi, c'est entièrement nouveau.

***Anadolu (Agence Turquie)** - Ma dernière question concerne la capacité des Nations Unies pour la mobilisation des ressources nécessaires à l'opération. Il y a des précédents car on a vu que le quota prévu initialement n'est pas atteint. Est-ce que vous pensez que vous aurez d'avantage de facilités pour mobiliser les moyens. Où est-ce que vous en êtes actuellement de la mobilisation des forces et des moyens nécessaires ?*

M. Ladsous : Je ne ferais pas le métier que je fais si je n'étais pas optimiste. Dans le cas d'espèce, j'ai quand même des éléments qui fondent cet d'optimisme. Trois jours à peine après le vote de la résolution 2149, j'ai organisé à New York une réunion de génération de forces. J'ai invité tous les Etats membres à venir écouter ce que nous avons à leur dire et éventuellement faire des offres.

J'ai été très favorablement impressionné, à la fois par le niveau de participation qui était exceptionnel et par le nombre de pays qui ont marqué de l'intérêt en disant, de manière plus ou moins précise, qu'ils étaient prêts, qui à déployer un bataillon d'infanterie, qui un hôpital de campagne, qui à nous fournir des hélicoptères. Après il faut regarder de plus près et c'est ce que nous faisons. Je crois que cette réaction est vraiment quelque chose qui augure positivement de ce qui se passera effectivement dans l'avenir.

Radio Centrafrique : Monsieur le Secrétaire général adjoint, vous avez fait un tour dans nos provinces, principalement à Kaga-Bandoro. Vous n'êtes pas censé ignorer que des massacres se font encore là-bas. Ce qu'on voudrait savoir, est-ce que vous vous êtes entretenus avec le Général ici présent (ndlr : Babacar Gaye) pour cette stratégie, pour faire en sorte que la MISCA ne reste pas seulement au niveau de Bangui mais qu'elle soit partagée dans l'arrière-pays, quel que soit l'effectif, pour protéger nos parents qui souffrent encore.

M. Ladsous : A Kaga-Bandoro précisément, j'ai vu le premier détachement de la MISCA, des troupes du Gabon et du Cameroun, qui dans des conditions extrêmement difficiles, avec un équipement limité et qui font ce qu'elles peuvent. Kaga-Bandoro, c'est une chose mais il y a aussi tout le reste de la préfecture de la Nana-Gribizi qui est un territoire considérable, avec une infrastructure routière limitée.

C'est la raison pour laquelle je souhaite que la MINUSCA, le moment venu, soit équipée de moyens aériens importants. Je pense évidemment à des avions et c'est pour cela que nous allons essayer de tout faire pour améliorer le réseau de pistes d'aviation à travers le pays mais aussi des hélicoptères. J'ai déjà au moins deux pays qui sont volontaires pour mettre à notre disposition des appareils. Je peux vous dire que je réfléchis activement aussi à la possibilité de déployer des systèmes de surveillance aérienne sans pilote qu'on appelle des drones, de surveillance je dis biens, non armés mais pour surveiller ce qui se passe comme on a commencé à le faire il y a six mois en République Démocratique du Congo (RDC). Je crois que c'est un instrument qui devrait être très utile dans ce type de territoire.

J'ajoute peut être une dernière considération. C'est que justement ce passage a été trop bref hier dans cette région, qui continue à beaucoup souffrir. Je crois que cela rend encore plus perceptible la nécessité impérieuse de procéder aussi vite que possible au désarmement.

Je crois que la présence de toutes ces armes, à tous les niveaux car, on me dit qu'actuellement on peut acheter une grenade pour 200 FCFA sur le marché à Bangui. Cela n'est pas tolérable et il faut absolument que le désarmement devienne une réalité et pour qu'il soit solide et durable, il faut que ce désarmement soit volontaire et qu'il s'inscrive dans une stratégie d'ensemble qui comprendra à la fois le DDR mais aussi un processus politique.

C'est cela peut être mon message le plus fort à l'égard de vous tous les Centrafricains, vos autorités, vous-mêmes et j'ai rencontré la société civile et une série d'acteurs. Je crois que c'est une nécessité absolument impérieuse et nous sommes évidemment et totalement disponibles pour non seulement y apporter notre contribution mais aussi nous engager activement. Nous le sommes déjà et la MINUSCA va continuer le travail déjà considérable qui a été engagé dans cette perspective.

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie et je me permets de vous souhaiter bon courage, je vous souhaite aussi bon courage à vos côtés car, encore une fois, nous sommes à vos côtés.

Merci.



MINUSCA

Mission multidimensionnelle intégrée
des Nations Unies pour la stabilisation
en République centrafricaine

Unité de l'information publique

Porte-parole et chef de l'unité de l'information publique : Uwolowulakana IKAVI,

Tel : +236 75495383 E-mail : ikavi@un.org

Site web : <http://minusca.unmissions.org>

Suivez nous sur ;

